

social cinquante agents lorrains dans les rues

## «L'ONF est un grand corps malade»



### ZOOM

Les agents de l'ONF se sentent asphyxiés par les réformes. Les Lorrains l'ont rappelé, hier à Nancy, en dénonçant le désengagement de l'Etat..

L'appel de la forêt n'est pas désespéré mais il risque de le devenir rapidement. Comme dans toutes les régions de France, une cinquantaine d'agents lorrains de l'ONF ont souhaité profiter, hier, du conseil d'administration de l'Office national des forêts pour dénoncer les réformes qui «étranglent» les hommes en vert.

Désengagement de l'Etat

Car la nouvelle donne en vigueur rime plus que jamais avec rigueur. Les répercussions sur le terrain du désengagement de l'Etat sont particulièrement visibles dans la région où des sites ont déjà mis la clef sous la porte (Briey, Saint-Avold, Thionville, Vitte... ) et où d'autres pourraient suivre (Neufchâteau, Bitche, Commercy, Raon... ). Autant de coupes franches motivées par la nécessité d'équilibrer le budget.

En ce sens, la direction de l'ONF a également dû recourir à l'emprunt, à abandonner des missions de service public et à supprimer du personnel. «En Lorraine, où l'ONF gère 70 % de la forêt, un quart des emplois ont été supprimés depuis 2002», rappelle ainsi la CGT. «L'ONF est un grand corps malade, enfonce le syndicat Snupefor Solidaires par la voix de Gilles Bilot. Nous avons 250 personnes en moins qu'en 1999, et l'on demande actuellement à 60 personnes, sans poste, de partir. En plus, les charges augmentent et les revenus connaissent

*une baisse significative. Nous avons tout de même connu un manque à gagner de 80 M€ en 2009 et maintenant, l'Etat veut nous faire payer les loyers pour toutes les maisons forestières, nous faire payer une cotisation retraite supplémentaire... A ce rythme, nous allons être complètement étranglés.»*

Les solutions ne sont pas légions pour combler les déficits. Si bien qu'une hypothèse radicale fait peu à peu son chemin : «*Taper dans le capital bois, explique le Snupfen. La tentation est grande de couper le plus beau bois juste pour faire rentrer des sous. »* «*Nous sommes pourtant les garants de la santé forestière, complète la CGT. Comme l'Etat se désengage et nous demande de nous autofinancer alors que les prix ont chuté de 30 à 40 %, on pourrait en effet aller chercher du bois inaccessible mais nous restons attentifs à la bonne santé de la forêt. Comme les communes qui sont aussi très soucieuses de l'héritage que l'on pourra laisser à nos enfants.»* «*Au lieu de protéger la forêt, on pourrait avoir tendance à la piller», conclut Gilles Bilot qui, comme ses confrères, est ulcéré par ce dilemme : se serrer la ceinture ou agir contre nature.*

Ch. J.

Publié le 04/03/2010